

# LA VÉRITÉ

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4<sup>e</sup> internationale

RÉDACTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11<sup>e</sup>). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr. ;

3 mois : 350 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr.

C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

LA VICTOIRE DE DE GAULLE  
CONSACRE LA FAILLITE DU  
RÉFORMISME ET DU STALI-  
NISME.

POUR FAIRE FACE AUX EXI-  
GENCES DE LA SITUATION,  
LES TRAVAILLEURS RÉVO-  
LUTIONNAIRES DOIVENT  
S'ORGANISER SANS DÉLAI.

Rejoignez  
les rangs des  
TROTSKYSTES!

## APRÈS LE VOYAGE D'ALGÉRIE

**L**E général est donc revenu d'Algérie comme il y était arrivé, dans une atmosphère d'apothéose. Alors que le bruit des applaudissements et des fanfares s'apaise, et qu'en Algérie même il est déjà remplacé par le fracas, hélas ! familier, d'une guerre qui continue, la « bonne presse » de France prend la relève pour chanter la grandeur et le triomphe de son sauveur. Ainsi, Remy Reure, dans « Le Figaro », s'écrie : « Le voyage du général de Gaulle en Algérie a été un acte de foi et un acte d'autorité. Il lui fallait rétablir l'unité nationale en proclamant l'égalité de tous les Algériens, quelles que soient leur origine, leur religion, leur race. Il lui fallait encore établir une discipline nationale sans laquelle l'unité serait inexistant, etc. » De son côté, le ministre Malraux, non moins lyrique, parlait de « choc psychologique », d'« événement énorme »...

En réalité, que peut-on dire, politiquement parlant, du voyage de de Gaulle en Algérie, de ses réalités et des perspectives qu'il ouvre ? Une chose est claire. Sur l'essentiel, le général et les ultras se sont trouvés d'accord. Et l'essentiel c'est le maintien de la position privilégiée de la minorité européenne et c'est aussi la lutte contre le « système ».

Les différents discours du général sont allés progressant dans deux directions. D'une part, il a au fur et à mesure, précisé ce qu'il entendait par « intégration ». Non, bien sûr, pour ce qui est

du « fond », le vide de cette prétendue intégration étant tel que le particularisme de cette prétendue solution n'est de n'avoir pas de « fond ». Cette question est suffisamment traitée par ailleurs dans ce journal, pour que nous n'insistions pas. Mais ce qu'il a rendu clair, c'est que « l'intégration », en tout état de cause, et en dépit des illusions que l'on pouvait semer à son propos c'était le maintien de « l'Algérie française », c'est-à-dire le refus de prendre en considération le droit du peuple algérien à disposer de lui-même, et ce qu'était

F. FORGUE.  
(Suite page 4.)

## Les préalables du GÉNÉRAL DE GAULLE

**I**l faut regarder la réalité en face. L'arrivée de de Gaulle au pouvoir oblige à une réévaluation des problèmes dans le domaine du conflit entre la révolution aux colonies et l'impérialisme, comme sur le plan français. Elle entraîne aussi une certaine réestimation de la situation internationale. La réaction mondiale s'en trouvera renforcée. Le million de colons européens fanatisés pèsent aujourd'hui de tout leur poids dans ce sens. Le développement, en leur sein, des antagonismes de classe, aurait pu se réaliser si les directions du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français avaient développé une véritable politique de paix. Il n'en a pas été ainsi, et, à l'heure actuelle, ces Européens constituent un bloc homogène, sous la direction des ultras, une force réactionnaire essentielle dans cette zone du monde.

Cet état de choses est apprécié aujourd'hui à sa valeur, à Washington comme à Moscou. Il amène, en particulier, l'impérialisme américain à prêter aujourd'hui un intérêt plus grand à cette force de stabilité sociale que représente la minorité européenne d'Algérie qu'aux débiles gouvernements bourgeois de Rabat et de Tunis. D'autant plus que le voyage de Nixon en Amérique Latine comme les événements du Liban ont démontré aux dirigeants yankees la faiblesse des

bourgeoisies nationales, le peu de confiance qu'on peut mettre en elles pour la préservation de l'ordre établi.

De Gaulle a été porté au pouvoir par les ultras. S'il serait erroné de l'identifier totalement à ces derniers, il le serait encore plus de ne pas tenir compte de la pression qu'ils sont en mesure d'exercer sur ses décisions. Le « libéralisme » du général implique évidemment que tous les objectifs de M. de Serigny ne seront pas atteints, dans la mesure où les intérêts « étroits » des colons, que celui-ci représente, s'opposent aux intérêts généraux de la classe dirigeante, de la bourgeoisie française, que de Gaulle a pris en charge. C'est dire que le « libéralisme » du président du Conseil est étroitement limité par le contenu de classe de son gouvernement : les intérêts qu'il « sauve » sont ceux de l'impérialisme français, et le cadre de sa politique est défini par les nouveaux rapports de force établis au sein même de la classe dirigeante, à la suite du « coup d'Alger ».

L'exégèse des textes est véritablement inutile après le voyage en Algérie du Président du Conseil. Sa

P. LAMBERT.  
(Suite page 2.)

## LES DERNIERS ÉCRITS de MARCEAU PIVERT

Des camarades des Jeunesses Socialistes, amis de Marceau Pivert, ont demandé à la rédaction de notre journal de publier les deux derniers écrits du vieux militant socialiste. A l'heure où, dans le Parti Socialiste, une aile dirigée par Guy Mollet a rompu définitivement avec la classe ouvrière et s'approprie en fait à constituer l'aile « gauche » d'un mouvement gaulliste, Marceau Pivert indique une voie claire : rompre avec Mollet qui s'est intégré définitivement à l'aile réactionnaire de la bourgeoisie française. Mar-

ceau Pivert, de son lit de mort, n'a pas vu le rôle démobilisateur du P.C.F., mais il a clairement compris que c'est seulement en se plaçant sur le terrain de la classe ouvrière que pourra s'élever un mouvement de résistance à la dictature militaire. Au moment où Mollet est chargé de préparer la réforme de la Constitution qui doit assurer le pouvoir personnel, il est plus urgent que jamais de rassembler tous ceux qui, se situant sur le terrain de classe du prolétariat, diront « Non » au référendum plébiscitaire.

### L'ÉPREUVE DE FORCE

La politique de la direction du parti depuis février 1956 ne pouvait conduire qu'àux deux résultats que nous avons annoncés depuis le début : 1<sup>o</sup> Renforcement des tendances totalitaires de la bourgeoisie colonialiste qui ne veut pas lâcher son dernier domaine d'exploitation et les richesses naturelles que le peuple algérien doit gérer lui-même.

2<sup>o</sup> Démoralisation et désorientation des forces démocratiques et ouvrières qui, seules, pouvaient trouver une solution pacifique du problème de la décolonisation de l'Afrique du Nord.

Aujourd'hui chacun doit savoir en quel camp il se classe. Quant à nous, notre choix est fait depuis le premier jour. Nous sommes du côté de notre classe, DERNIER REMPART DES LIBERTES DEMOCRATIQUES. Si le parti communiste est appelé à y jouer un rôle déterminant,

ce n'est pas notre faute, mais il n'est pas seul et il ne doit pas être seul précisément parce que les forces démocratiques et républicaines authentiques de ce pays remplissent leur fonction.

C'est pourquoi l'opposition au sein de la S.F.I.O. doit jouer un rôle moteur dans tous les domaines en se débarrassant à tout prix des capitulards et des traîtres qui ont fait le lit du gaullisme. Dans ce rassemblement elle trouvera à ses côtés des

(Suite page 2.)

### LIBRAIRIE

A notre service de librairie Panait ISTRATI :

- Vers l'autre flamme.
- Sovjet 29.
- La Russie nue. 3 volumes, épuisés, intéressants ; les 3, franco de port : 800 fr. (Quelques exemplaires disponibles).
- LAFARGUE : Le droit à la paresse : 100 fr. Envoi franco de port contre un mandat au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 PARIS.

Le Parti Socialiste, sous la direction de Mollet-Lacoste, avait capitulé devant les ultras d'Alger le 6 février 1956 et pris l'entière responsabilité de la politique désastreuse en Algérie. La fraction liquidatrice que dirige Guy Mollet, en cédant au nouveau chantage d'Alger et en se ralliant à de Gaulle, a poussé cette politique criminelle jusqu'à ses conséquences ultimes : le ralliement au pouvoir personnel, qui menace de dislocation le mouvement ouvrier organisé.

Le Parti Communiste Français, en votant les pouvoirs spéciaux à Mollet-Lacoste, en sabotant la lutte des rappelés au printemps 1956, en pronant un compromis avec les partis bourgeois « de gauche » sur l'Algérie, en rejetant toute action de masse contre la politique de guerre des gouvernements successifs, a soutenu, en fait, la politique de la direction droitière du Parti Socialiste.

L'un et l'autre, par l'intermédiaire des dirigeants des appareils de F.O. et de la C.G.T., ont saboté toute possibilité d'action unie et générale des travailleurs pour la défense de leur niveau de vie. La défense de mots d'ordre particuliers à chaque corporation, voire à chaque entreprise, la défense de la hiérarchie des salaires, le refus du mot d'ordre LA VÉRITÉ.

(Suite page 2.)



# La position du mouvement syndical UNI ET DEMOCRATIQUE

# Les préalables de de Gaulle

**L**e « Mouvement Syndical Uni et Démocratique », créé il y a bientôt un an à actuelles du syndicalisme ouvrier. Nous repartir d'un appel signé par Forérier (F.E.N. autonome), Pastre (C.G.T.) et Lapeyre (F.O.), a tenu le 15 juin une conférence de presse. Nous reviendrons dans no-

Pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique aura un an, dimanche prochain 15 juin.

D'un appel de trois camarades, ce mouvement est maintenant la déclaration commune de 18 organisations syndicales ou fédérales groupant 360.000 adhérents...

Car les derniers événements, aux yeux des militants, justifient pleinement les buts de la déclaration commune : devant les dangers qui ont pu menacer les libertés démocratiques et syndicales, il faut constater le manque d'ampleur des réactions ouvrières ; sont aussi nettement apparues les faiblesses des Confédérations. Leur impuissance à réagir et lorsqu'il y a eu réaction, la nette incompréhension de celle-ci comme le montre l'échec des mots d'ordre de grèves lancés par la C.G.T....

L'échec d'une protestation unanime et puissante des travailleurs a des responsabilités diverses :

— les travailleurs ont pris l'habitude de voir dans la C.G.T. l'organisation syndicale du Parti Communiste...

— sectarisme des autres confédérations qui se sont absolument refusées à toute coordination des efforts pour réaliser, même momentanément, une défense commune des libertés et qui, dès l'instant qu'elles s'apercevaient que par leurs déclarations pouvaient s'engager des actions parallèles et coordonnées se hâtaient de vouer celles-ci à l'échec, en transmettant des mots d'ordre impératifs à leurs militants des U.D. ;

— profonde impression laissée dans la masse ouvrière par les événements de Prague, de Varsovie et surtout de Budapest. Il est contestable que de tels événements et leur non-condamnation par une partie des représentants de la classe ouvrière, pèsent d'une lourde hypothèque dans l'esprit de beaucoup.

Certes, le mouvement enseignant a réussi sa protestation de haute portée civique, mais celle-ci aurait gagné à se faire dans le cadre général, solution d'ailleurs ardemment souhaitée et recherchée par les intéressés.

Constatons néanmoins que c'est dans la MANIFESTATION DE DEFENSE DES LIBERTES REPUBLICAINES que certaines organisations syndicales et la totalité des militants du mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique ont pu œuvrer avec efficacité.

Ceci pour déclarer que le Mouvement syndical a cumulé les difficultés par suite de l'abandon de sa PENSEE et de SON MODE D'EXPRESSION PROPRE.

Il n'a pas pu notamment faire sentir aux travailleurs la nécessaire défense des institutions démocratiques, garanties essentielles des libertés fondamentales. Il a laissé dans leur esprit s'effacer cette nécessité au bénéfice d'une faussette défense de rites parlementaires dont tout le monde convenait qu'ils étaient inappropriés à l'évolution d'un monde moderne, mais auxquels trop souvent les groupements d'intérêts en ont appelé pour étroites satisfactions. Il a, ce faisant, contribué à développer un anti-parlementarisme, porte par laquelle passe tout fascisme naissant.

Les militants ayant à cœur de forger un mouvement syndical uni et démocratique font connaître leur volonté unanime de continuer l'action entreprise.

Tout les y engage :

— le recours à l'homme providentiel montre bien à quel point les institutions ne correspondent plus à l'esprit républicain et d'émancipation qui doit nous animer ; à partir d'un tel recours, tout est possible dans le renouveau ;

— la prise de conscience du syndiqué et du citoyen reste un impératif ; subordonner montre que le plus grand pas est fait pour l'instauration d'un fascisme.

Où, cette prise de conscience ne peut être faite que dans un large regroupement syndical excluant la nomination des appareils des partis sur le mouvement syndical.

Les récents événements viennent de démontrer que ce regroupement n'est nullement désiré par les états majors syndicaux et politiques. Qu'importe le devenir du syndicalisme et qu'importe sa personnalité : au gré des courants et des formations politiques on en a appelé à telle ou telle formation syndicale parce qu'elle représentait une masse de manœuvre.

— A ceux qui osent d'être émus des engagements syndicaux pour la défense des libertés ouvrières, celles-ci ne paraissent pas menacées, il faut rappeler que toute L'EXPERIENCE DES EPREUVES FASCISTES repose SUR LEUR ET D'ABORD sur des engagements IMPOSES PAR LA FORCE, LA SEDITION ET LA PEUR.

Les militants syndicalistes doivent donc souligner que le syndicalisme pour accomplir sa mission ne se conçoit que DANS UN CONTEXTE POLITIQUE ET ECONOMIQUE, dont il ne peut se désintéresser à moins de se renier.

Ainsi que le déclare le dernier éditorial de l'Ecclésiastique :

« Si les syndiqués acceptaient

« dans les jours d'épreuve de se réfugier dans une attitude corporatiste étroite, ils n'auraient plus le droit, par la suite, les libertés « sauvegardées, de se résigner de celles-ci pour assurer la défense de leurs propres intérêts.

« Les libertés syndicales s'inscrivent dans un contexte de liberté et dont elles sont inséparables et sans lequel leur libre exercice ne peut être garanti... »

« Notre mission consiste surtout à faire comprendre que le régime démocratique est le régime le plus délicat et exige un constant effort ; il est à notre avis absurde d'accepter et de se résigner à une formule, dont le germe fasciste est patent, par crainte du triomphe du communisme ; et il faut tenir la crainte d'une partie importante des travailleurs qui, pour les raisons énoncées plus haut, se refusent rigoureusement à toute idée de front populaire.

En résumé, les dangers étant pleinement réalisés, il convient essentiellement pour les travailleurs de garder leur espoir, accentuer leur prise de conscience et continuer à militer au sein de leurs organisations pour l'avènement du regroupement souhaité sur la base des principes énoncés dans la déclaration commune... »

Pour ces militants le refus est total de laisser s'établir une caricature de syndicalisme étroitement subordonné à un parti ou à un gouvernement d'autoritarisme.

Leur tâche consiste essentiellement à reconstituer et promouvoir un mouvement syndical, ouvert largement à tous les travailleurs, refusant farouchement de se laisser domestiquer par les partis et gouvernements, n'abandonnant rien de sa lutte pour la défense des intérêts des travailleurs...

(Suite de la page 1.)

politique, de Gaulle l'a définie sans équivoque. Il suffit de le citer.

A Alger, il prend nettement la direction du « Mouvement du 13 mai » — ce qui, répétons-le, ne signifie pas qu'il s'y identifie.

« Je vous ai compris. Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie est celle de la rénovation et de la fraternité. »

Puis il formule un premier préalable à la solution du problème algérien telle qu'il l'envisage :

« Je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a que des Français à part entière, des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Le droit du peuple algérien à constituer une nation étant ainsi nettement récusé, de Gaulle formule un deuxième préalable :

« Français à part entière dans un seul et même collège, nous allons le montrer, pas plus tard que dans les trois mois, dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les 10 millions de Français d'Algérie, auront à décider de leur propre destin. »

Dans son discours de Constantine, le président du gouvernement « précisera » :

« Pour commencer, et je le précise, il s'agit ce, dans trois mois, les 10 millions de Français qui vivent en Algérie participent, avec la France tout entière, à l'immense référendum où la France va décider de son destin. »

« Français à part entière », affirme en fait de Gaulle aux Algériens musulmans qui combattent pour assurer le droit de leur peuple à disposer de lui-même, vous aurez le droit de définir, au même titre que les 42 millions de Français, en participant au référendum, le cadre français de vos institutions.

« Je veux espérer », ajoute-t-il à Bône, « que prendront part également à cette grande consultation nationale ceux-là qui ont mené par

désespoir et avec courage un combat qui est cruel et fratricide. »

Puis, à Mostaganem, il tranchera : « D'ici trois mois, tous les Français d'ici, les dix millions de Français d'ici, vont participer au même titre à l'expression de la volonté nationale. Vive Mostaganem ! Vive l'Algérie française ! Vive la République ! Vive la France ! »

Le préalable du cadre français une fois défini, et accepté par tous ceux qui, en Algérie, participeront au référendum, de Gaulle est prêt à discuter des modalités avec les représentants algériens avec lesquels « nous verrons comment faire le reste. » (Discours d'Alger.)

Et il précise à Oran :

« De cette consultation nationale sortira, je suis sûr pour cela, des institutions nouvelles à l'intérieur desquelles l'Algérie aura — comme les autres Français les auront — ses représentants ; et c'est avec ces représentants que l'on verra ce qu'il y a à faire pour qu'il n'y ait plus que 10 millions de Français de la même sorte. »

Le préalable de l'Algérie française étant ainsi consacré par la participation au référendum portant sur la modification de la Constitution et les institutions françaises, la solution de Gaulle est ainsi définie dans le cadre qui lui est propre.

En Afrique du Nord, l'Algérie française représentait un bloc français, de Gaulle entend, sous une forme ou sous une autre, construire une « fédération » avec la Maghreb (Tunisie, Maroc, Algérie française) et la France — nouveau terme pour désigner l'Union française (ex Empire français) — le ciment de l'ordre y étant constitué par la force sociale que représente le million d'Européens d'Algérie, la bourgeoisie tunisienne représentée par Bourguiba, la bourgeoisie marocaine dirigée par le Sultan (ceux-ci devant avoir préalablement accepté la prépondérance française), la fameuse bourgeoisie algérienne occupant, pour sa part, un strapontin à la table des privilégiés de la « fédération ».

Le « plan de Gaulle » est et reste donc dans l'orientation de tous les projets qui, depuis vingt ans, n'ont vu le jour que pour, finalement, s'évanouir en fumée devant la détermination du peuple algérien à recouvrer sa liberté. Les préalables du général de Gaulle couronnent une politique colonialiste qui, avec le projet Blum-Viollette (1936), visait à « l'assimilation », avec le statut de 1947, voulait consacrer le caractère de « départements français » de l'Algérie. Il y a loin entre le plan de Gaulle et le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

difficiles. Cela n'est pas pour les effrayer. Ils en ont déjà connu dans le passé, et de pires sans doute. Ils savent que, s'ils se montrent aptes à battre en retraite en bon ordre, avec leur classe, regrouper et former des militants, analyser avec lucidité le déroulement des événements, ils émergeront, avec des forces accrues, à la crête de la nouvelle vague révolutionnaire. La tâche la plus urgente, aujourd'hui, est de se rassembler. Aux militants qui, pour des raisons respectables, à cause de divergences importantes parfois, mais que les événements rendent secondaires, hésitent, malgré un accord fondamental avec nous, à rejoindre les rangs trotskistes, nous disons : il faut surmonter ces hésitations. Dans les moments difficiles, les faux amis, les brouillons, les timorés se dispersent ; les révolutionnaires authentiques se regroupent.

## REJOIGNEZ LES RANGS DES TROTSKYSTES !

(Suite de la page 1.)

mobilisateur de l'augmentation substantielle égale pour tous, la pratique des grèves tournantes condamnant les travailleurs à l'impuissance, et, par là même, à supporter tout le poids des conséquences économiques de la guerre d'Algérie.

La politique d'intégration au système du parlementarisme bourgeois, aux dépens des intérêts vitaux des travailleurs, trouva son couronnement dans le vote des pouvoirs spéciaux à Pflimlin, qui les transmettait à Salan, et de l'état d'urgence, qui menaçait d'annihilation les libertés démocratiques, sous prétexte de les défendre.

La grandiose manifestation du 28 mai, qui montra que les travailleurs avaient toute la force

nécessaire pour briser l'assaut contre les libertés, effraya les dirigeants par les implications révolutionnaires qu'elle comportait. Et la Fédération de l'Education Nationale, lorsqu'elle donna, le 30 mai, un ordre de grève générale qui, s'il eut été suivi par l'ensemble des syndicats, ouvrait le chemin de la victoire, se trouva isolée.

Les dirigeants réformistes et stalinien ont-ils tiré les leçons de leur politique désastreuse ? Ils en sont fort loin.

La direction du P.S. appelle, en fait, à défendre les libertés contre les hommes d'Alger... avec le gouvernement de Gaulle. Elle trouve curieusement, dans cette affaire, l'appui de « Libération », qui, dans son numéro du 11 juin,

écrit : « Il y a d'une part un gouvernement qui se situe dans le cadre du régime, et d'autre part des organismes de guerre civile qui proclament leur intention de liquider ce régime. »

Quant à la direction du P.C.F., elle exalte le régime du parlementarisme bourgeois, qu'elle identifie à « la démocratie » tout court dans la résolution du C.C. d'Ivry. Comme si les travailleurs pouvaient se mobiliser pour la défense ou la restauration d'un Parlement qui, élu le 2 janvier 1956 pour faire la paix, vota, le 11 mars de la même année, de Duclos à Pinay, les pouvoirs spéciaux !

Il n'est pas encore possible de prédire aujourd'hui quand, et sous quelles formes, les travailleurs reprendront le combat. Ce qui est certain, c'est qu'ils le feront pour défendre leurs libertés, leurs organisations, avec leurs propres méthodes et pour leurs propres objectifs — et non pour le parlementarisme bourgeois. Ce qui est non moins certain, c'est que, pour préparer les futurs combats, la tâche la plus urgente, devant la faillite de la social-démocratie et du stalinisme, c'est de bâtir le nouveau parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Il est vraisemblable que les révolutionnaires connaîtront, dans la prochaine période, des heures

### BULLETIN D'ADHESION

NOM .....  
PRENOMS .....  
ADRESSE .....  
PROFESSION .....  
Convaincu qu'un révolutionnaire doit, actuellement, s'organiser sans délai, j'adhère au P.C.I. (trotskyste).

Signature :

(A remplir et à retourner à « La Vérité », 5, rue de Charonne, Paris-11<sup>e</sup>.)



**ESPAGNE**

**RÉPRESSION à L'UNIVERSITÉ**

**A** PRES des mois d'efforts dans la clandestinité, les étudiants espagnols avaient réussi à mettre sur pied une organisation démocratique antifranquiste qui s'imposait dans les milieux universitaires. D'orientation socialiste, penchant nettement vers la gauche, l'Union Démocratique des Étudiants mettait en avant un programme de revendications concernant les libertés des étudiants et des ouvriers, et prônait la révolution agraire dans les campagnes espagnoles. Au moment des grèves des Asturies et de Catalogne, ces étudiants s'étaient mis aux côtés de la classe ouvrière, comprenant que leur victoire était étroitement liée à celle du

prolétariat. La solidarité entre l'Université et l'Usine dans la lutte contre le dictateur est un fait de plus en plus large et naturellement décisif, étant donnée la nature et les conditions de vie du peuple espagnol. A côté de l'U.D.E., les étudiants communistes menaient un combat légal, poussés par leur parti vers la politique impopulaire et condamnée à l'échec de la «réconciliation nationale». D'autres étudiants, se réclamant d'un communisme «non officiel» et qui s'apparentent volontiers au P.O.U.M., collaboraient activement dans cet effort commun avec la classe ouvrière pour la libération de l'Espagne et la construction du socialisme.

innocents, qui ne font que réclamer les droits dont la plupart des autres citoyens de la plupart des autres États-Unis, notamment, les champions des libertés démocratiques, viennent d'accorder de nouveaux et importants crédits aux exploités du peuple espagnol. Les capitalistes américains ont-ils fait le placement sûr. Mais il y a un dictionnaire espagnol qui dit: «tanto va el carrizo a la fuente que al final se resaca» (tant va la cruche à l'eau...). En termes assimilables pour une intelligence capitaliste américaine, cela veut dire que le sang ouvrier et étudiant versé par Franco retombera un jour sur leur tête.

Juan PUEBLO.

**MARCEAU PIVERT**

(Suite de la page 3.)

hommes de caractère et d'énergie, de formations politiques voisines et des syndicalistes qui n'ont pas oublié que l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Aujourd'hui, 27 mai, de Gaulle parle déjà comme chef du gouvernement de la flotte et de l'armée. Mais il y a partout, sous les ordres de ces chefs, des enfants qui, eux aussi, obéissent à LEUR CLASSE.

L'épreuve de force a été voulue: on a essayé de ruser avec une réalité évidente, un complot dont les événements de Corse n'ont fait que confirmer la préméditation. Il n'y a pas d'autre garantie maintenant que l'action autonome et directe des travailleurs contrôlant eux-mêmes tous leurs délégués de la base vers le sommet et révoquant impitoyablement tout délégué qui ne remplit pas le mandat qui lui a été confié ou qui ne rend pas compte intégralement des missions dont il a été chargé.

Le 27 mai 1958.

Le peuple noir s'est lancé dans un grand mouvement pour l'égalité totale. Des citoyens de toutes origines se sont unis dans la protestation contre le développement et l'expérimentation des armes atomiques. De toutes parts, dans le mouvement ouvrier, se fait entendre la revendication d'une action politique indépendante. Les forces qui œuvrent à la transformation sociale de notre pays recherchent un terrain d'entente pour présenter à notre peuple une alternative à la politique de répression et d'oppression.

Parmi les signataires, il y avait des intellectuels socialistes de réputation mondiale, comme le fameux historien noir W.E.B. Du Bois, d'anciens dirigeants du Parti Progressiste et de sa section de l'Etat de New York, l'Américain Labor Party, des communistes ayant rompu avec l'appareil stalinien, et la candidate trotskyste à la mairie de New York en 1957, Joyce Cowley.

Cet appel reçut un accueil chaleureux dans les milieux socialistes, et de nombreuses adhésions furent recueillies, parmi lesquelles celle de James Aronson, directeur de l'hebdomadaire progressiste «National Guardian», le capitaine Hugh Mulzac, ancien dirigeant de l'Américain Labor Party, etc.

Dans le même temps, un candidat socialiste unique, s'opposant au candidat démocrate comme au candidat républicain pour les élections du 4 novembre prochain au Congrès, était désigné dans le second district de Chicago. Ce candidat est le socialiste Joseph P. King, un leader de la communauté noire, pasteur de «l'Eglise internationale» et président du Forum de Washington Park, organisation qui, depuis 27 ans, mène campagne contre l'oppression du peuple noir, organisant notamment des meetings de masse dans un parc de Chicago.

«Il n'y a pas eu une seule lutte pour les droits civils, locale ou nationale, depuis dix ans, à laquelle notre Forum n'ait participé», a pu déclarer King au correspondant de l'hebdomadaire trotskyste «The Militant» qui l'interviewait récemment.

«... Dans toutes ces luttes, nous n'avons trouvé aucune aide chez les démocrates ou chez les républicains, qu'il s'agisse de luttes pour les droits civils ou sur des ques-

**U.S.A.**

**La campagne pour des candidatures socialistes uniques aux élections de 1958**

**D**ANS la lutte pour une expression politique indépendante des travailleurs américains, qui, s'ils disposent de syndicats à eux, n'ont pas de parti à eux, la scène politique étant dominée par les deux grands partis capitalistes, les «démocrates» de Truman et les «républicains» d'Eisenhower, la campagne pour des candidatures socialistes indépendantes aux élections générales de 1958 marquera sans doute une étape importante — une étape vers la constitution d'un Labour Party appuyé sur les syndicats.

La conférence pour une candidature socialiste unique, qui se tiendra à New York les 13, 14 et 15 juin, a été convoquée originellement par un groupe de personnalités comportant des indépendants et des dirigeants de divers groupes socialistes. Leur appel était libellé en ces termes:

«Les citoyens de notre pays commencent à chercher les voies vers un avenir meilleur. Ils se sont rassemblés en nombre croissant contre la répression. Ils ont commencé à rejeter le mal connu sous le nom de Mac-carthisme, et ont remporté des victoires significatives devant les tribunaux dans la lutte pour les libertés civiles. Le peuple noir s'est lancé dans un grand mouvement pour l'égalité totale. Des citoyens de toutes origines se sont unis dans la protestation contre le développement et l'expérimentation des armes atomiques. De toutes parts, dans le mouvement ouvrier, se fait entendre la revendication d'une action politique indépendante. Les forces qui œuvrent à la transformation sociale de notre pays recherchent un terrain d'entente pour présenter à notre peuple une alternative à la politique de répression et d'oppression.»

Parmi les signataires, il y avait des intellectuels socialistes de réputation mondiale, comme le fameux historien noir W.E.B. Du Bois, d'anciens dirigeants du Parti Progressiste et de sa section de l'Etat de New York, l'Américain Labor Party, des communistes ayant rompu avec l'appareil stalinien, et la candidate trotskyste à la mairie de New York en 1957, Joyce Cowley.

Cet appel reçut un accueil chaleureux dans les milieux socialistes, et de nombreuses adhésions furent recueillies, parmi lesquelles celle de James Aronson, directeur de l'hebdomadaire progressiste «National Guardian», le capitaine Hugh Mulzac, ancien dirigeant de l'Américain Labor Party, etc.

«... Nous avons décidé que nous n'avons rien à gagner à dire aux gens qu'ils peuvent obtenir quelque chose en participant à la cuisine politique capitaliste.»

Jusqu'à présent, la seule opposition formelle à la campagne pour des candidatures socialistes uniques qui se soit manifestée est celle du Parti Communiste, qui, s'alignant sur la bureaucratie syndicale de l'A.F.L.-C.I.O., se prononce pour le soutien de candidats capitalistes, en particulier, dans l'Etat de New York, du gouverneur Harriman, «démocrate» à la Truman. L'hebdomadaire du parti stalinien américain accuse d'autre part les responsables de la conférence qui se tiendra les 13, 14 et 15 juin à New York, de se laisser manœuvrer par les «trotskystes, ennemis acharnés de l'U.R.S.S.»... tout cela pour mener campagne pour les hommes comme Harriman, dont le pluriel stalinien lui-même doit reconnaître qu'il «adopte une position réactionnaire en faveur de la guerre froide»!

Interrogé sur cette prise de position des staliniciens, au cours de l'interview que nous avons déjà cité, le candidat socialiste noir de Chicago a déclaré:

«Avec cette attitude, ils ne font que pousser les militants à quitter le P.C. Croient-ils que les gens ne savent pas ce qu'ils sont en train de faire à New York? Les politiciens capitalistes soutiendront toujours leur classe. Le peuple noir, dans le Sud, le sait. Dans mon district, les gens sont en train de l'apprendre... Mon expérience personnelle m'a démontré que, dans les rangs de la gauche, y compris ceux du P.C., l'idée d'une candidature socialiste unique est accueillie avec faveur. Quand j'ai annoncé ma candidature, à un meeting de masse à Chicago, la réponse a été enthousiaste. On m'a apporté 93 dollars avant même que j'aie parlé d'une souscription. Lorsque quelqu'un fit des objections, un vieux militant — on pourrait l'appeler M. P.C. car il soutient avec acharnement le Parti depuis si longtemps — a crié: «Celui qui attaque King, m'attaque».

Et Joseph P. King concluait en ces termes:

«Les syndicats seront plus forts si nous disons aux ouvriers cette vérité: «Les syndicats doivent aider à la construction d'un parti qui luttera pour l'émancipation du genre humain. Cela, les capitalistes ne peuvent le faire.» En attendant, les socialistes peuvent exercer partout une pression sur les capitalistes et éduquer les travailleurs en se rassemblant pour présenter leurs propres candidats.»

J. LORRAIN.

Le gérant: P. LAMBERT.

LES PRESSES OUVRIÈRES  
7, rue Victor-Hugo, 7  
Montreuil

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
souscris une somme de: un an - 6 mois - 3 mois (1) à «LA VERITE»  
et verse la somme de 1.200 francs - 600 francs - 350 francs (1), au C.C.P. 6032-01 Paris.  
S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11°)



# POURQUOI ET COMMENT ont lutté les enseignants

**N**OUS croyons intéressant, pour nos lecteurs qui ne sont pas enseignants, au moment où la F.E.N. continue à être la cible de la réaction et des Schlumberger, qui ne lui pardonnent pas le succès de la grève du 30 mai, de reproduire

un passage de l'édito de Denis Forestier dans « L'École Libératrice » du 6 juin, dans lequel le secrétaire général du S.N.I. expose le rôle joué par son organisation et les mobiles qui l'ont guidée.

**E**t pourtant il était facile de résister à la peur, de recourir au sang-froid et à la lucidité. Il suffisait d'un peu de fermeté. Nous avons vu des hommes se reprendre au cours du magnifique défilé de la place de la Nation à la place de la République. 250.000 Parisiennes et Parisiens témoignaient de leur attachement au régime républicain, garantie essentielle des libertés fondamentales. Après cette manifestation, un certain

nombre de choses n'étaient plus possibles et des raisons d'apurement devaient être levées.

La F.E.N. est pour beaucoup dans la réussite de cette démonstration du mercredi 28 mai. Elle a, une fois encore, établi les coordonnées indispensables pour assurer la réussite. Personne n'a repoussé alors ses initiatives. Les démentis *a posteriori* prennent une allure de lâcheté.

C'est au soir même de ce jour que nous avons pris la décision

de faire grève le vendredi 30 mai. Il n'était pas possible que continuent certaines pressions, que fonctionne un immense réseau de complaisances, que se réalisent sous l'effet de la peur des démissions successives, que la République soit mise à bas au profit du pouvoir personnel, sans que, fidèle à son passé, aux principes qui motivent son action, aux idéaux qui l'animent, aux décisions librement arrêtées dans ses Congrès, le S.N.I., avec les enseignants groupés dans la F.E.N., ne fasse un geste solennel de protestation, geste de sauvegarde d'un honneur sans lequel les organisations comme les hommes sont pour toujours dévalorisés.

Quatre-vingt-cinq pour cent de nos camarades ont répondu à notre appel. 165.000 institutrices et instituteurs syndiqués ont témoigné de leur attachement à la République, ont accompli un acte de civisme magnifique d'élan et dont la signification n'a échappé à personne, surtout pas à ceux qui, dans la presse et dans l'opinion, se sont efforcés de la dénaturer.

C'est bien d'un acte civique qu'il s'agit : le refus d'hommes libres de céder à la faction, au chantage, à la peur, de consacrer par leur silence la légalisation de la force. L'attitude d'une organisation conséquente avec elle-même et qui s'est depuis toujours dressée contre les atteintes à la Liberté d'où qu'elles viennent. Que vaudraient nos indignations d'hier et nos condamnations contre le coup de Prague et le coup de Budapest, si nous devions accepter le coup d'Alger, le coup d'Alacio, la mise au pas de la République ?

A ce stade, parler de grève politique c'est, ou bien énoncier (laissous cela aux adversaires), ou bien se chercher des excuses (laissous cela aux limorés). Que l'on comprenne donc que tout a été remis en cause, que tout est remis en cause. **SI LE SYNDICALISME SI LES SYNDIQUES ACCEPTAIENT DANS LES JOURS D'EPREUVE DE SE REUTERIER DANS UNE ATTITUDE CORPORATISTE ETROITE, ILS N'AURAIENT PLUS LE DROIT, PAR LA SUITE, LES LIBERTES SAUVEGARDEES, DE SE RECLAMER DE CELES-CI POUR ASSURER LA DEFENSE DE LEURS PROPRES INTERETS.**

**LES LIBERTES SYNDICALES S'INSCRIVENT DANS UN CONTEXTE DE LIBERTE DONT ELLES SONT INSEPARABLES ET SANS LEQUEL LEUR LIBRE EXERCICE NE PEUT ETRE GARANTI.**

Se refuser à cette évidence, c'est d'avance accepter de s'engager sur le chemin d'un asservissement progressif.

## Après le voyage D'ALGERIE

(Suite de la page 1.)

par voie de conséquence la poursuite de la guerre, la guerre à outrance jusqu'à ce que la « rébellion » capitule ou se « rallie ». Certes, le général a fait des réserves qui ne sont sans doute pas des réserves de style, l'allusion dans son discours d'Alger au « reste » qu'aurait à faire les élus laisse volontairement planer le doute quant au statut définitif de l'Algérie. Il faut bien tenir compte du contexte international, de la possibilité que la guerre se poursuive en dépit de la « générosité de la France », il faille se résigner à envisager de nouveau la négociation. Mais, ce faisant, de Gaulle a agi comme un vieux routier du système qu'il dénonce. Ce mélange d'affirmations tapageuses réaffirmant toutes les exigences des colons et de réserves qui laissent supposer que la politique proclamée n'est pas celle que de Gaulle a l'intention de mener, n'est-ce pas ainsi qu'on agit les Mollet et les Bourgeois ?

Le second thème qui, au fur et à mesure de ses discours se précisait, c'était l'affirmation de son pouvoir. Plus de Gaulle reprenait à son compte la politique des Européens d'Algérie, plus il leur déniait le droit d'opposer leur pouvoir au sien, et il leur proposait comme toute de « s'intégrer ». S'il a consenti que subsistent les Comités de Salut Public, c'est uniquement comme des organismes de propagande qui doivent se fixer comme tâche première « d'intégrer les âmes » (?).

Mais, de toute façon, la politique qui s'était exprimée à travers ces organismes non seulement se continue avec l'approbation du gouvernement mais se prépare à une seconde étape : celle de la conquête de la métropole.

Là-dessus, les déclarations de Delbecq, appelant à l'extension des « Comités de Salut Public » en France, ne laissent aucun doute. Il se peut que le gouvernement du général préfère que l'offensive se déroule d'une manière plus légale, moins « turbulente », mais dans l'ensemble lui aussi se prépare à livrer l'assaut aux restes du « système », c'est-à-dire, pour parler plus clair, aux libertés qu'il comportait encore.

De Gaulle paraît décidé à brûler les étapes. Et cela se comprend. La base de masse qui a permis aux algériens ont repré-

mis une première offensive de la réaction en France. Leur refus de toute négociation avec le peuple algérien a constitué à la fois une partie et le prétexte d'une opération politique d'ensemble qui vise à remettre le pouvoir à l'aile la plus réactionnaire et la plus décidée de la bourgeoisie française pour qu'elle maintienne, par ses méthodes, la stabilité du régime capitaliste en France. Pareille politique, pareilles méthodes signifient d'abord la nécessité de porter de rudes coups à la classe ouvrière, la nécessité de la démanteler, de lui interdire la liberté d'organisation et celle d'expression.

C'est contre la classe ouvrière, contre les libertés démocratiques que le gouvernement de Gaulle assurera son pouvoir. La décision d'organiser pour le 5 octobre un référendum qui prend allure de plébiscite (en même temps que l'on se refuse à laisser s'exprimer l'opinion en interdisant la tenue d'élections partielles, pourtant constitutionnellement obligatoires) est un premier pas dans ce sens.

Les Comités de Salut Public d'Algérie, le Parti Unique qu'ils forment, préfigurent l'avenir politique que l'on propose à la France. Demain, pour le référendum, il ne s'agira plus d'un débat contradictoire entre des partis mais du rassemblement de tous ceux qui disent « Oui », par-dessus les vieux partis, dans une seule organisation de « rénovation nationale ». C'est par là que se fera la jonction entre les forces réactionnaires de la métropole et les extrémistes d'Alger que l'on feint de calmer pour l'instant.

En un mot, ce que l'on voudrait préparer au pays, c'est l'intégration des droits politiques actuellement existant en France à ceux que connaissent les Algériens, c'est la seule « intégration » possible que celle qui imposerait au peuple le régime de Massu, où le choix politique serait limité entre aller applaudir sur le Forum ou perdre la liberté.

Cette perspective pourtant, si elle se réalise, signifierait que la classe ouvrière aurait subi une très grave défaite. Son intervention, demain, sur son propre terrain, enrichie par les amères mais riches leçons des dernières semaines, peut, au contraire, renverser la situation. Aux révolutionnaires, il appartient de préparer partout et sous toutes les formes, cette contre-offensive indispensable.

## Contre le droit de grève, l'offensive a commencé

**M.** JEAN SCHLUMBERGER a, dans « Le Figaro » du 2 juin dernier, repris, à l'encontre de la grève générale des enseignants du 30 mai, les éternels arguments ressassés par les tenants de « l'ordre » capitaliste, distinguant subtilement entre la grève « professionnelle », à la rigueur « tolérée », et la grève « politique », interdite par ces héros du droit aux ouvriers syndicalistes.

Passons sur les regrets qui animent le début de l'article de Schlumberger au sujet de la non-limitation du droit de grève des fonctionnaires et des agents des services publics ; ces regrets servent d'appendice à la campagne menée par « Le Figaro » dès octobre 1957 contre le droit de grève des services publics. La « Maison » de M. Louis-Gabriel Robinet regrette le temps où les boîtes nazies et leurs homologues du gouvernement de Vichy assuraient une « paix sociale », laissant tous loisirs au « Figaro » et à ses émules de la presse bourgeoise de chanter les louanges du gouvernement du Maréchal et de ses traîneurs de sabre.

Mais, justement, les travailleurs savent que, s'ils ont conquis le droit syndical, le droit d'expression, et s'ils ont constamment élargi le droit de grève (notamment pour la fonction publique), ce fut toujours contre l'arbitraire de la bourgeoisie, contre les tenants du pouvoir « fort », que celui-ci ait pris le masque de badinguet, de Clemenceau, de Laval ou de Pétain.

Il n'y a donc pas, pour les travailleurs, « grève et grève ». La grève pour le respect des libertés, chèrement acquises, contre les menaces d'un pouvoir « personnel » ou « militaire » ou « autoritaire » (derrière lequel la bourgeoisie tente d'imposer par la force les mesures anti-ouvrières qu'elle n'a pu obtenir par la manœuvre), est partie intégrante de la lutte corporative, syndicale, pour les besoins « économiques » des travailleurs. Les travailleurs de la fonction publique sont les premiers à savoir que les limitations de leurs droits de grève, de leurs droits de réunion et d'expression rendent plus difficile la lutte pour les revendications économiques. N'est-ce pas, d'ailleurs, la C.E. de l'U.D.-F.O. d'Oranie qui, réunie le 31 mars 1958, déclare qu'en face de la situation des salariés de ce pays elle « déplore que les événements d'Algérie les privent de ce moyen (la grève) qui leur permettrait d'amplifier l'action syndicale en vue de faire aboutir leurs légitimes revendications » ? Les premières limitations des droits des fonctionnaires en Algérie — conséquences des pouvoirs spéciaux — n'ont-elles pas replongé les travailleurs de ce secteur dans l'arbitraire, en les privant des maigres garanties offertes par les Commissions administratives paritaires ? Le même autoritarisme ne s'est-il pas étendu à la métropole, où le fonctionnaire qui y est recruté peut être « déporté » dans un territoire d'outre-mer ?

Quant aux menaces proférées par l'ultra-colonialiste de Sérigny, nouvel allié du général, contre les instituteurs qui ne participeraient pas au « salut aux couleurs », elles marquent à quel point sont imbriquées et solidaires la défense des droits professionnels et celle des libertés démocratiques. Quelles sont les « garanties professionnelles » qui ont existé pour un Audin, disparu grâce à la protection « d'autorités » ayant escamoté les luttes essentielles ? Quelles « garanties professionnelles » existaient, l'autre soir, pour M. Vigier, chercheur au C.N.R.S., ou tout autre travailleur dans la même situation, pour le protéger contre les coups des fascistes l'obligeant à crier « Massu au pouvoir » et contre l'arbitraire policier le jetant derrière les murs d'une geôle ?

Les travailleurs qui, comme en 1934 et déjà contre les « pleurnicheries » du « Figaro » ou du « Parisien », comme en 1941-1944, ont, à l'appel de leurs syndicats, fait grève pour défendre ou reconquérir des libertés qui sont aussi politiques que « syndicales », ne peuvent que mépriser et rejeter les arguties intéressées des Schlumberger et de ses frères de « L'Aurore », du « Parisien... mal libéré » ou de tout autre. Ils n'ont jamais eu envie de faire grève, leur grosse pitance étant assurée — tout comme celle du clergé et de la magistrature, M. Schlumberger — dans la survie du régime capitaliste.

On ne peut que regretter que ce ne soient pas toutes les organisations syndicales qui aient lancé l'ordre de grève du 30 mai dernier, limité aux enseignants.

R. ARTAUD.

### «REVOLTES»

Numéro spécial de juin 1958 Au sommaire :

#### DICTATURE ET LIBERTE

Editorial : Nous ne pouvons pas nous taire.

Tribune libre : No Pasaran !

La République ?

Aux armes citoyens !

Documents : Mépris de fer, sabre de bois, culotte de peau.

● Comment « ils » prennent le pouvoir :

Le nazisme en Allemagne.

Le franquisme en Espagne.

Le fascisme en Italie.

Le 6 février en France.

Etude : Pourquoi la dictature.

Poèmes.

Vient de paraître :

Une nouvelle édition de

## LEUR MORALE ET LA NOTRE

le célèbre pamphlet de Léon Trotsky, épuisé de longue date.

Une brochure ronéotypée de 32 pages : 100 francs.

A la S.P.E.L., 5, rue de Choroane, Paris (11<sup>e</sup>). Envoi franco de port contre mandat au C.C.P. 6032-01 Paris.